



AMPLIFIONS LA MOBILISATION POUR EXIGER L'ABROGATION DE LA LPR ET L'ABANDON DU PROJET DE LOI SÉCURITÉ GLOBALE.

Samedi dernier, plus de 500 000 personnes, dont une majorité de jeunes, sont descendu·e·s dans la rue pour exiger le retrait de la proposition de Loi Sécurité Globale. Cette dernière, en dissuadant fortement le fait de filmer les forces de l'ordre et en pénalisant la diffusion de vidéos, a pour ambition de cacher les violences policières et de renforcer la surveillance, notamment lors des manifestations, aux moyens de drones de police.

En juin dernier, en France et dans de nombreux autres pays, des dizaines de milliers de personnes manifestaient contre l'impunité policière et les violences racistes. Nous, jeunes, étions présent·e·s lors de ces mobilisations pour dénoncer le racisme institutionnel et nous continuerons à nous mobiliser, d'autant plus dans un contexte qui fait ressurgir, une fois encore, la question de violences policières.

Les violences subies par Michel Zeclerc de la part de policiers montrent une fois de plus pourquoi il est nécessaire de fermement s'opposer à tout projet qui vise à renforcer l'impunité de la police. L'expulsion violente des exilé·e·s place de la République et les récentes images diffusées par Mediapart où l'on voit un policier tirer à proximité et en direction de la tête d'un jeune conducteur innocent, ne font que renforcer la légitimité de notre revendication : le retrait de ces mesures sécuritaires et autoritaires.

En effet, la proposition de Loi Sécurité Globale s'inscrit dans un tournant autoritaire général entrepris par le gouvernement, qui a aussi soumis le projet de Loi de Programmation de la Recherche (LPR), adopté la semaine dernière et pénalisant jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende « le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être habilité [...] ou y avoir été autorisé [...], dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement ». Cette modification de la LPR vise à faire taire et à judiciaireiser les mouvements étudiants, dans un contexte où les jeunes sont parmi les premier·e·s à faire les frais de la crise sanitaire et économique. Ces réformes viennent réprimer spécifiquement les jeunes et vont à l'encontre de nos aspirations. Le message est clair : "sois jeune, sage et tais toi

La LPR et la loi "Sécurité globale" ont comme objectif la mise en place de dispositions légales afin de permettre au gouvernement de mieux réprimer les contestations à venir. Nous pouvons obtenir le retrait et l'abrogation de ces lois. La mobilisation des jeunes peut mettre en échec les projets sécuritaires et la politique antisociale de ce gouvernement. **Ce gouvernement tente de calmer la contestation en proposant de «réécrire» l'article 24 de la loi "Sécurité globale". Nous ne voulons pas des modifications superficielles mais le retrait de toute la loi qui remet en cause nos droits et s'attaque à nos libertés!**

Ainsi, nous appelons tou·te·s les jeunes à répondre à l'appel des syndicats, organisations progressistes et associations afin de se rendre aux manifestations prévues cette semaine, et notamment le samedi 5 décembre, à Paris et partout sur le territoire.